

GOUVERNEMENT ET MINUSCA PASSENT EN REVUE DES ACTIONS DE L'UNPOL EN FAVEUR DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE

Bangui le 27 décembre 2017- La mise en œuvre du mandat de la composante Police de MINUSCA tout au long de l'année 2017 et l'excellente collaboration avec les autorités nationales et d'autres entités de la famille des Nations Unies ont été au centre de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, le mercredi 27 décembre à Bangui, avec le Chef de la composante Police de la Mission, le Général de brigade Roland Zamora, et le directeur de Cabinet du Ministre de l'intérieur chargé de la Sécurité publique, Sosthène DENGBE.

Rappelant le mandat assigné à la Police de la MINUSCA tel que spécifié dans la Résolution 2387 du Conseil de sécurité, le Chef de la composante Police de la MINUSCA –dont l'effectif s'élève actuellement à 2022 policiers (352 éléments de Police individuels et 1670 éléments repartis dans les 12 Unités de Police Constituée (UPC)- a mis en relief trois volets principaux d'interventions, notamment « *la protection des civils, l'appui opérationnel et le renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure* » à Bangui et à l'intérieur du pays.

La mission de protection des civils, a précisé le Général de Brigade Roland Zamora, concerne d'abord « *la protection physique des populations, surtout les plus vulnérables, y compris des personnes qui vivent dans des camps des déplacés. Il s'agit pour les unités constituées de police de prendre en compte ces camps des déplacés pour les sécuriser des menaces extérieures au camp* ».

L'appui au quotidien de l'UNPol aux policiers et aux gendarmes centrafricains se matérialise également à travers la colocation, « *levier d'action principale de la Police des Nations Unies, qui consiste à être, au quotidien, aux côtés des policiers et des gendarmes centrafricains pour leur apporter une expertise, des conseils et les aider dans la rédaction des procès-verbaux et d'audition* », etc. Dans ce registre, l'UNPol a soutenu les autorités nationales dans la rédaction, en novembre 2016, du plan quinquennal de renforcement des capacités des forces de sécurité nationale, lequel « *comporte quatre grands volets, à savoir : « le recrutement et rajeunissement des effectifs ; la formation initiale continue, généraliste et spécialisée ; les infrastructures & Equipements ; et l'actualisation du cadre juridique* ».

Le Chef de la composante Police de la Mission a aussi inscrit au nombre des réalisations majeures de l'UNPol durant 2017 l'appui au recrutement de 500 Policiers et Gendarmes, le déploiement des FSI sur plusieurs sites, la conduite

conjointement par PNUD/UNPol, la mise en place de colocation à l'Unité Mixte d'Intervention rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux Enfants(UMIRR) et à l'aéroport, ainsi que des formations tactiques spécialisées.

La parfaite collaboration entre UNPol et FSI, a souligné le Général de Brigade Roland Zamora, a permis aux deux entités de conduire des actions conjointes en faveur de la restauration de l'autorité de l'Etat. En guise d'exemple UNPOL et FSI ont effectué 22,770 patrouilles, équivalant à plus de 62 patrouilles par jour sur l'ensemble du territoire centrafricain

Intervenant sur le volet recrutement de nouveaux policiers et gendarmes, le directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité publique, Sosthène DENGBE, a indiqué que « *le concours du recrutement de 500 policiers et gendarmes a été un modèle où l'intégrité et la représentativité territoriale a été prise en compte* ». Il poursuit en rappelant que « *la RCA sort d'une crise profondes où le tissu social a été déchiré ; ce recrutement a pour objet de ramener la cohésion sociale* ». Et d'ajouter que « *toute la République centrafricaine a été représentée, car les nouvelles recrues viennent de chaque coin et recoin du pays* ».

La conférence de presse a permis au Général de brigade Roland Zamora de dévoiler quelques grandes actions qui seront au centre d'intérêt de la Mission en faveur des forces de sécurité intérieure en 2018, notamment « l'appui au redéploiement des forces sécurités intérieures, les commissariats pilotes, la lutte contre la fraude dans le domaine diamantaire, de nouvelles actions de formation spécialisées, pour ne citer que celles-ci.

Les professionnels de medias centrafricains ont aussi soulevé diverses préoccupations relatives, entre autres, à la prétendue menace brandie par le chef du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), Nourredine Adam, relayée par plusieurs medias, de marcher sur Bangui. Dans sa réponse, la porte-parole a.i. de la MINUSCA, Mme Uwolowulakana Ikavi-Gbétanou, a fait valoir que « *la MINUSCA ne permettra pas que la paix et la stabilité du pays soient perturbées par qui que ce soit, et demeure déterminée à appuyer les autorités centrafricaines pour prévenir tout tentative de mettre en péril les acquis de la restauration de l'autorité de l'Etat* ».

En ce qui a trait à la présence, dans la ville de Mboki (Sud-Est), d'éléments de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), le Directeur de Cabinet du Ministre de l'intérieur chargé de la Sécurité publique, Sosthène DENGBE, a fait savoir que « la présence des gens de l'UPC à Mboki a été déjà signalée il y a de cela 72h (...), nous sommes parfaitement au courant au niveau du Ministère. De son côté, Mme Uwolowulakana Ikavi-Gbétanou a dit que la MINUSCA n'a pas une présence permanente dans cette ville mais effectue, le long de l'axe Zemio-Obo, sur lequel se trouve Mboki, des patrouilles régulières, de manière conjointe avec les éléments de Forces armes centrafricaines déployés à Obo. Et d'indiquer que « *la MINUSCA a effectivement noté la présence d'une trentaine d'éléments UPC dans cette ville mais, pour l'instant, cela ne semble pas constituer une menace pour les habitants. La MINUSCA suit de près cette situation et*

est en jeu », fait-elle valoir, rappelant que « l'utilisation de la force intervient lorsque toutes voies de négociation n'ont pas abouti ».
